

25 Avril 2016

Le très honorable Justin Trudeau  
Premier ministre du Canada  
Ottawa, Ontario

Monsieur le Premier Ministre,

Nous avons l'honneur d'exprimer notre satisfaction pour le changement au scénario politique qui a suivi votre élection comme chef du gouvernement canadien et pour les gestes posés par votre gouvernement en appui aux droits humains. Nous saluons aussi votre choix de former un cabinet ministériel diversifié, avec un nombre inédit de femmes et deux ministres autochtones; vos déclarations concernant la question migratoire et les crises humanitaires de pays en proie avec des conflits internes; votre engagement à privilégier une relation de « nation à nation » entre le gouvernement et les peuples autochtones, débutant par l'adoption de la Déclaration des Nations-Unies sur les droits des peuples autochtones; le retour constructif du Canada dans les négociations sur les changements climatiques et, en général, votre disposition à repenser les politiques du Canada en matière de droits humains et de droits autochtones.

Toutefois, en tant qu'activistes, organisations latino-américaines, réseaux et organisations internationales qui travaillent avec alliés d'Amérique latine, nous sommes au fait et préoccupés par les violations des droits humains commis par des compagnies minières canadiennes dans la région. En raison de notre expérience et de notre connaissance du terrain, et sachant que nous partageons certains principes universels de droits humains et de justice qui transcendent les frontières, nous vous transmettons les observations et recommandations suivantes.

Plusieurs études publiées au cours des dernières années ont analysé quel sont le rôle et les responsabilités du gouvernement canadien dans ces violations des droits humains compte tenu de son appui politique, financier ou diplomatique à des entreprises canadiennes qui sont impliquées dans ces situations. À titre d'exemple, en avril 2014, une coalition d'organisations d'Amérique latine, avec le soutien d'ONG et d'institutions académiques basées au Canada, ont publié un rapport intitulé *L'impact de l'industrie minière canadienne en Amérique latine et la responsabilité du Canada*. Ce document a été remis à la Commission interaméricaine des droits humains ainsi qu'à la mission du Canada à l'Organisation des États américains, à la Chancellerie du Canada et aux ambassades canadiennes des pays où se situent les 22 projets miniers étudiés, soit le Mexique, le Guatemala, le Honduras, le Salvador, la Colombie, le Chili, l'Argentine et le Pérou<sup>1</sup>.

Ce rapport reconnaît les efforts de plusieurs parlementaires, dont des membres du Parti Libéral du Canada, pour l'adoption d'un cadre législatif qui permette d'établir efficacement la reddition de comptes des entreprises minières pour leurs agissements à l'étranger. En ce sens, se démarque le Projet de loi C-300 présenté par John Mackay MP et que vous-même avez appuyé. Ce projet de loi avait pour objectif de s'assurer que les entreprises du secteur extractif appuyées par le gouvernement du Canada respectent les standards internationaux en matière d'environnement et de droits humains. Vous vous souvenez de la pression exercée par le puissant lobby du secteur extractif. Le projet a été défait seulement par six voix<sup>2</sup>, ce qui montre l'importance que beaucoup de membres du Parlement et de la société canadienne accordent à ce sujet.

---

<sup>1</sup> Une version imprimée du rapport ainsi qu'une synthèse de celui-ci se trouvent en annexe de la présente lettre.

<sup>2</sup> Voir <http://www.miningwatch.ca/article/bill-c-300-high-water-mark-mining-and-government-accountability>

En novembre 2014, une audience publique intitulée *Impacts des activités des entreprises minières canadiennes sur les droits humains en Amérique latine*, a eu lieu à la Commission interaméricaine des droits humains (CIDH). Lors de cette audience, des organisations de la société civile et des représentants du milieu académique canadien<sup>3</sup> ont soulevé la nécessité que le Canada prenne des mesures concrètes afin de prévenir et de réparer les impacts des activités des entreprises canadiennes en Amérique latine sur les droits humains. Dans son résumé de la période de sessions, la CIDH a souligné l'importance, pour les États d'où proviennent les entreprises transnationales, notamment le Canada, de prendre des mesures afin de prévenir les violations des droits humains dans leurs opérations à l'étranger.

En plus de ces mentions au CIDH, des comités thématiques et des rapporteurs spéciaux du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies ont souvent souligné le rôle joué par le gouvernement canadien dans les violations perpétrées par les entreprises minières. D'ailleurs, l'une des principales préoccupations du comité des Nations Unies sur les droits de l'homme soulignées dans le rapport remis en juillet dernier dans le cadre de l'examen périodique universel du respect par le Canada du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, faisait état de l'absence de mécanismes efficaces destinés à prévenir et à diminuer les violations commises par les filiales des entreprises minières canadiennes situées dans les territoires de tiers pays.

Au cours du dernier mois, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU a publié son sixième rapport périodique sur le Canada, et a recommandé que le pays renforce la législation régissant les activités à l'étranger des entreprises enregistrées ou domiciliées dans leur juridiction. Le Comité a également recommandé au Canada « l'établissement des mécanismes efficaces pour enquêter sur les plaintes contre ces entreprises, ainsi que la mise en place des mesures législatives nécessaires pour faciliter l'accès à la justice des victimes de ces sociétés devant les juridictions nationales<sup>4</sup> ».

Ces exemples démontrent comment, sous le gouvernement précédent, les agissements du Canada en matière de droits humains se sont considérablement détériorés et ce non seulement aux yeux de la communauté internationale, mais aussi face aux personnes, peuples et communautés qui subissent les impacts négatifs des projets extractifs menés par les entreprises canadiennes.

Considérant l'attention que votre gouvernement a porté pour le respect des droits humains et des droits autochtones depuis votre arrivée en fonction, nous vous demandons de mettre en œuvre des immédiates réformes législatives et administratives qui permettront de réguler de façon plus efficace les actions des entreprises minières canadiennes dans leurs opérations à l'étranger. Nous recommandons plus particulièrement de :

- Mettre en place des mesures qui garantissent que les entreprises minières canadiennes qui ont des activités en Amérique latine agissent conformément aux traités internationaux de droits humains auxquels ont adhéré les pays hôtes et le gouvernement canadien. Due à la multiplication des conflits dans la région, il est essentiel que le gouvernement canadien et les compagnies minières respectent les droits des peuples autochtones à l'autodétermination et au consentement préalable, libre et éclairé des communautés affectées.

---

<sup>3</sup> Mining Watch Canada, Justice and Corporate Accountability Project y Halifax Initiative.

<sup>4</sup> Voir, Comité de droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU, E/C.12/CAN/CO/6, 4 Mars 2016.

- Respecter les décisions de nombreuses communautés autochtones et non autochtones de refuser les opérations minières à grande échelle sur leur territoire, à cause des dommages sévères que cette industrie cause à l'environnement et au bien-être social.
- Mettre en œuvre les recommandations du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international en 2005<sup>5</sup>.
- Mettre fin aux interventions canadiennes et n'accorder aucune forme d'appui gouvernemental, soit à travers des programmes de développement, des accords commerciaux et/ou d'association, soit par un financement public ou d'assistance technique, qui puisse influencer l'adoption ou la modification de cadres régulateurs des pays visés par des projets extractifs.
- Intégrer les standards internationaux en matière de droits humains et de transparence dans la régulation des agences de crédit ou d'investissement public et privé qui financent les activités extractives et imposer des conditions aux entreprises qui sont subventionnées par l'État.
- Garantir un accès efficace aux cours de justice canadiennes afin de permettre aux victimes de violations des droits humains causées par des entreprises canadiennes à l'étranger d'obtenir justice, vérité et réparation intégrale.
- Créer des mécanismes neutres, impartiaux et efficaces qui permettent d'assurer un suivi et des enquêtes suite aux dénonciations de violations des droits humains, individuels et collectifs causées par les actions des entreprises minières canadiennes à l'étranger. De tels mécanismes devraient être conçus conformément aux Principes de Paris sur le statut et le fonctionnement des institutions nationales de droits humains.
- Mettre fin aux initiatives de traités de libre-échange et d'accords d'investissement qui favorisent la protection et la promotion des intérêts des entreprises minières canadiennes au détriment des droits humains, individuels et collectifs et de la protection de l'environnement.
- S'abstenir de mettre de l'avant des mécanismes d'arbitrage international qui deviennent de puissants outils de protection des investissements étrangers qui profitent de l'absence de mécanismes effectifs de reddition de comptes des dommages causés aux droits humains.

Après plusieurs années de fermeture au dialogue et d'absence d'autocritique sous le gouvernement canadien antérieur, nous espérons que vos convictions s'imposeront face aux intérêts corporatifs. De telles mesures feraient en sorte que le Canada soit reconnu comme étant une nation guidée par le respect des droits humains.

Veillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, nos salutations distinguées.

---

<sup>5</sup> À ce sujet, voir: <http://www.miningwatch.ca/article/corporate-accountability-canada-miningwatch-archive>.

Acción Colectiva Socioambiental  
 Acción Ecológica  
 Afectados por Represas Ríos Vivos  
 Alcaldía del Municipio de Casillas, Guatemala  
 Alcaldía del Municipio de Mataquesuinta, Guatemala  
 Alcaldía del Municipio de San Rafael las Flores, Guatemala  
 Alcaldía del Municipio de Santa Rosa de Lima, Guatemala  
 Asociación Civil Centro de Cultura Popular Labor  
 Asociación de Biólogos de la Universidad del Tolima  
 Asociación de Desarrollo Económico Social Santa Marta  
 Asociación Fundación CORDES  
 Asociación Interamericana para la Defensa del Ambiente  
 Asociación Madre Tierra  
 Asociación Marianista de Acción Social  
 Asociación Pro Derechos Humanos  
 Asociación Pro Derechos Humanos en España  
 Asociación Servicios a Programas de Desarrollo e Investigación  
 Barrio San Pedro  
 Bienaventurados los Pobres  
 Bios Iguana A.C.  
 Cabildo por las Mujeres de Cuenca  
 Cáritas El Salvador, Diócesis de San Miguel  
 CEHPRODEC  
 CENSAT Agua Viva  
 Center for International Environmental Law  
 Centro Amazónico de Antropología y Aplicación Práctica  
 Centro de Acción Legal-Ambiental y Social de Guatemala  
 Centro de Análisis e Investigación – FUNDAR  
 Centro de Derechos de Mujeres en Honduras  
 Centro de Derechos Humanos "Miguel Agustín Pro Juárez" A.C.  
 Centro de Derechos Humanos de la Montaña "Tlachinollan"  
 Centro de Documentación e Información  
 Centro de Ecología y Pueblos Andinos  
 Centro de Educação, Pesquisa e assessoria sindical e Popular, Brasil  
 Centro de Información sobre Empresas y Derechos Humanos  
 Centro de Investigación sobre Inversión y Comercio  
 Centro de Investigación y Promoción de los Derechos Humanos  
 Centro de Prevención, Tratamiento y Rehabilitación de las Víctimas de la Tortura y sus Familiares  
 CESTA  
 Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo  
 Colectivo Madre Selva  
 Colectivo Voces Ecológicas  
 Columban Center for Advocacy and Outreach  
 Comisión Claretiana de Justicia Paz e Integridad de la Creación Colombia Oriental y Ecuador  
 Comisión de Justicia, Paz e Integridad de la Creación  
 Comisión Diocesana de Defensa de la Naturaleza  
 Comisión Paz y Ecología  
 Comité Ambiental en Defensa de la Vida  
 Comité Guardianes de la Naturaleza del Municipio de Casillas  
 Comissão Nacional da Terra  
 Community Resource Centre  
 Conferencia de Provinciales Jesuitas de América Latina  
 Congregations of St. Joseph  
 Congreso Ambiental de Santander  
 Consejo Comunitario de Desarrollo, Aldea San Juan Bosco, San Rafael las Flores, Guatemala  
 Consejo de Cuenca de valle de Ángeles  
 Consejo de Pueblos Wuxhtaj  
 Consejo Tiyat Tlali en Defensa de la Vida y Nuestro Territorio  
 Conselho Indigenista Missionário  
 Convergencia Ciudadana de Mujeres de Guatemala  
 Cooperación  
 Coordinación de ONG y Cooperativas  
 Coordinadora Nacional de Derechos Humanos, Perú  
 Corporación Claretiana Norman Perez Bello  
 Corporación Nuevo Municipio  
 Corporación Otra Escuela  
 Corporación PODION  
 Corporación por el Desarrollo de la Provincia de Vélez  
 Corporación Red de Promotores de Derechos Humanos  
 DECOIN  
 Derecho, Ambiente y Recursos Naturales  
 Derechos Humanos sin Fronteras, Perú  
 Derechos Humanos y Medio Ambiente  
 Diálogo y Movimiento  
 Diócesis de Huaraz  
 Diócesis de San Pedro Sula  
 Dominican Leadership Conference  
 Due Process of Law Foundation  
 ECUARUNARI  
 El Frente de Defensa del Agua y la Vida del Cañar  
 ENTRECULTURAS  
 Equipo de Estudios Comunitarios y Acción Psicosocial  
 Equipo de Reflexión, Investigación y Comunicación de la Compañía de Jesús en Honduras  
 Equipo Jurídico Pueblos  
 Equipo Regional de Monitoreo y Análisis de Derechos Humanos en Centroamérica  
 Escuela de Agroecología de Mujeres Saraguras  
 FESPAD  
 Foro Ciudadano de Participación por la Justicia y los Derechos

Forum Solidaridad Perú  
 Franciscans International  
 Fraternidad Misionera del Sagrado Corazón  
 Frente por la Salud de los Pueblos  
 Fundación Agrecol Andes  
 Fundación Ambientalista Mariano Abarca  
 Fundación Ecuménica para el Desarrollo y la Paz  
 Fundación Simiente  
 Fundación Tierra Nuestra  
 Global Justice Clinic  
 GRUFIDES  
 Grupo de Apoyo Mutuo  
 Guatemala Human Rights Commission  
 Human Rights Research and Education Centre of the University of Ottawa  
 Institute for Policy Studies  
 Instituto Bartolomé de Las Casas  
 Instituto de Defensa Legal  
 Instituto de Derecho Ambiental de Honduras  
 Instituto de Estudios de las Culturas Andinas  
 Instituto de Estudios para el Desarrollo y la Paz  
 Instituto de Pesquisa e Formação Indígena  
 Instituto Mexicano para el Desarrollo Comunitario A.C.  
 Instituto Sócioambiental  
 International Network of Human Rights  
 International Presentation Association  
 Jesuit European Social Centre  
 JPIC Familia Franciscana de Honduras y JPIC OFM  
 Justicia, Paz e Integridad de la Creación de los Misioneros Claretianos de Honduras  
 La Escuela de Agroecología de Bulán  
 La Escuela de Agroecología de Kimsakocho  
 La Fundación Savia Roja  
 La Red Agroecológica del Cañar  
 Las Escuelas de Agroecología de Saraguro y Tenta  
 Las Escuelas de Agroecología de Saraguro y Tenta  
 Mesa Nacional frente a la Minería en El Salvador  
 Mesa Permanente por la Justicia Laboral  
 Misereor  
 Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra  
 Movimiento Ambientalista Santabarbarens  
 Movimiento Ambientalista Santabarbarens  
 Movimiento Amplio Por la Dignidad y la Justicia  
 Movimiento Mesoamericano contra el Modelo Extractivo Minero  
 Movimiento Nacional en Defensa de la Tierra  
 Network in Solidarity with the People of Guatemala  
 NGO Mining Working Group  
 Notre Dame de Sion New York  
 Obispo de la Diócesis de Santa Rosa de Lima  
 Observatorio Ambiental de la Universidad del Tolima  
 Observatorio Ciudadano  
 Observatorio de Conflictos Mineros en América Latina  
 Observatorio Latinoamericano de Conflictos Ambientales  
 Oficina de Derechos Humanos del Arzobispado de Guatemala  
 Organización en Defensa de la Naturaleza Municipio de Nueva Santa Rosa, Guatemala  
 Otros Mundos, Chiapas  
 Passionists International  
 Pastoral da Juventude Rural  
 Pastoral Social – Cáritas, Diócesis de la Verapaz  
 Pastoral Social Cáritas  
 Pax Christi  
 Pax Christi International  
 Peace Brigades International  
 Plataforma internacional contra la Impunidad  
 Presidente del Parlamento del Pueblo Xinka de Guatemala  
 Proceso ciudadano "Vélez 500 años, unidos por el desarrollo"  
 Procesos Integrales para la Autogestión de los Pueblos  
 Provincia Nuestra Señora de Guadalupe, Centroamérica, Panamá y Fundación de la Santa Cruz, Haití  
 Proyecto "Generando Capacidades en Protección Ambiental"  
 Proyecto de Derechos Económicos, Sociales y Culturales  
 Radio Maraión del Vicariato de Jaén  
 Red "Iglesias y Minería"  
 Red "Justicia nos Trilhos"  
 Red de Comités Ambientales del Tolima  
 Red de Entidades para el Desarrollo Solidario  
 Red Mexicana de Afectados por la Minería  
 Red Muqui  
 Red nacional de comunidades afectadas por la minería en Honduras  
 Red Regional Agua, Desarrollo y Democracia  
 Rede de Cooperação Amazônica  
 Secretaría de Justicia, Paz e Integridad de la Creación de los Misioneros Claretianos de Centroamérica  
 Sisters of Charity Federation  
 Society of Catholic Medical Missionaries  
 The Democracy Center  
 Tutela Legal  
 UNANIMA International  
 Universidad Centroamericana José Simeón Cañas  
 Vicaría del Sur, Diócesis de Florencia  
 VIVAT International  
 Yasunidos Guapondélig

## Organizaciones firmantes /Signing organizations/ Organisations signataires



Claudia Patricia Martinez, Directora  
Bienaventurados los Pobres, Argentina,



Jorge Carpio, Director Ejecutivo Foro Ciudadano de Participación por la Justicia y los Derechos Humanos - FOCO - Argentina



- Gilberto Pauwels, Director  
CEPA, Bolivia



Marco Antonio Gandarillas Gonzáles, Director Ejecutivo  
Centro de Documentación e Información - CEDIB,  
Bolivia

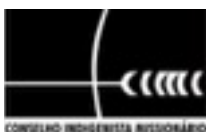
Raimundo Gomes da Cruz Neto, Director  
CEPASP - Centro de Educação, Pesquisa e assessoria  
sindical e Popular, Brasil



Thiago Valentim e Jeane Bellini  
Coordenação Nacional da CPT  
Comissão Nacional da Terra, Brasil



André Villas Boas, Secretário Executivo  
Instituto Sócioambiental  
– ISA, Brasil



Cleber Buzatto, Secretário Executivo  
Conselho Indigenista Missionário – CIMI, Brasil



Danilo Chammas, Coordenador  
Red "Justiça nos Trilhos", Brasil



Luis Donisete, Director  
Instituto de Pesquisa e Formação  
Indígena (IEPE) – Brasil



João Paulo Rodrigues, Coordenador Geral  
Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem  
Terra – MST, Brasil



- Luis Donisete, Secretario Ejecutivo  
Rede de Cooperação Amazônica (RCA),  
Brasil



Pastoral da Juventude Rural  
– PJR, Brasil



Nancy Yañez, Co Directora  
Observatorio Ciudadano, Chile



Lucio Cuenca, Director  
Observatorio Latinoamericano de Conflictos Ambientales - OLCA, Chile



Polidoro Guaitero, Vocero  
Congreso Ambiental de Santander, Casa Aguaya, Colombia



Tatiana Roa Avendaño, Coordinadora General  
CENSAT Agua Viva, Colombia



Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo

Jomary Ortegón Osorio, Presidenta  
Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo - CAJAR, Colombia



Jaime H. Díaz A. PhD, Director  
Corporación PODION, Colombia



Rubén Maldonado Sanabria, Director Ejecutivo  
Fundación Agrecol Andes, Colombia



Camilo González Posso, Presidente  
Instituto de Estudios para el Desarrollo y la Paz – INDEPAZ, Colombia



Isabel Cristina Zuleta, Coordinadora  
Movimiento en Defensa de los territorios y Afectados por Represas Ríos Vivos, Colombia



Javier González Franco, Representante Legal  
Corporación por el Desarrollo de la Provincia de Vélez, Colombia



Miguel Andrés Ramos, Director  
Equipo Jurídico Pueblos, Colombia



Luis M. Benitez Paez, Coordinador General  
Corporación Otra Escuela, Colombia



Juan Carlos González Moreno, Coordinador  
Proceso ciudadano "Vélez 500 años, unidos por el desarrollo", Colombia



Yolima Pérez Cerquera, Directora  
Corporación Red de Promotores de Derechos Humanos, Colombia

Gonzalo Reyes  
Red de Comités Ambientales del Tolima, Colombia

Julian Arango  
Asociación de Biólogos de la Universidad del Tolima, Colombia



Jaime Andrés Tocora  
Observatorio Ambiental de la  
Universidad del Tolima, Colombia



Cecilia Castro de Salavarieta,  
Directora Ejecutiva  
Corporación Nuevo Municipio,  
Colombia



Yolima Salazar Higuera, Directora  
Ejecutiva  
Vicaría del Sur, Diócesis de Florencia,  
Caquetá, Colombia



Gloria Chicaiza, Responsable  
Campaña de Minería  
Acción Ecológica, Ecuador



Nidia Soliz Carrión, Directora  
Cabildo por las Mujeres de Cuenca,  
Ecuador



Carlos Zorrilla, Director Ejecutivo  
DECOIN, Ecuador



Carlos Pérez Guartambel,  
Presidente  
ECUARUNARI, Ecuador



María Gerardina Merchán  
Frente por la Salud de los Pueblos -  
Azuay,



Kléver Calle, Director  
Yasunidos Guapondelig, Ecuador



Juan Luís Echarri López  
La Fundación Savia Roja, Ecuador

Gabriel Chalán Guallas  
Las Escuelas de Agroecología de Saraguro y Tenta, Ecuador

Graciela Calle Pérez  
La Red Agroecológica del Cañar, Ecuador

Las Escuelas de Agroecología de Saraguro y Tenta, Loja, Ecuador

Ruth Pugo  
La Escuela de Agroecología de Kimsakocha, Azuay, Ecuador

Rosario Escandon Escandón  
La Escuela de Agroecología de Bulán- Paute, Azuay, Ecuador

Ruth Chavez  
Escuela de Agroecología de Mujeres Saraguras, Loja, Ecuador

El Frente de Defensa del Agua y la Vida del Cañar, Ecuador

Gabriel Chalán Guallas  
Las Escuelas de Agroecología de Saraguro y Tenta, Ecuador

Graciela Calle Pérez  
La Red Agroecológica del Cañar, Ecuador

Las Escuelas de Agroecología de Saraguro y Tenta, Loja, Ecuador

Ruth Pugo  
La Escuela de Agroecología de Kimsakocha, Azuay, Ecuador

Rosario Escandon Escandón  
La Escuela de Agroecología de Bulán- Paute, Azuay, Ecuador

Ruth Chavez  
Escuela de Agroecología de Mujeres Saraguras, Loja, Ecuador

El Frente de Defensa del Agua y la Vida del Cañar, Ecuador



Antonio Pacheco, Director  
Asociación de Desarrollo Económico  
Social Santa Marta (ADES), El Salvador



Mauricio Navarro Alvarenga, Sub-Director  
Pbro. Emilio Antonio Rivas Segovia, Director  
Caritas El Salvador, Diócesis de San Miguel,  
El Salvador



Edgardo Mira, Miembro del  
Consejo de Directores  
CEICOM, El Salvador



Ricardo Navarra, Presidente y  
Silvia Quiroa, Directora  
CESTA, Amigos de la Tierra, El  
Salvador



Abraham Ábrego, Director  
FESPAD, El Salvador



Saúl Baños, Coordinador  
Mesa Nacional frente a la  
Minería en El Salvador



José Angel Serrano Serrano,  
Presidente Junta Directiva  
Asociación Fundación CORDES, El  
Salvador



Norma Martínez, Coordinadora  
Mesa Permanente por la Justicia  
Laboral (MPJL), El Salvador



Maritza López, Coordinadora  
Movimiento Nacional en Defensa de la  
Tierra -MOVITIERRA, El Salvador



Ovidio Mauricio González,  
Director Ejecutivo e  
Tutela Legal, El Salvador





Yuri Mellini, Director  
CALAS, Guatemala



Helmer Velásquez, Director  
Coordinación de ONG y  
Cooperativas -CONGCOOP,  
Guatemala



Udiel Gonzalo Miranda,  
Director Institucional  
Comisión Paz y Ecología -  
COPAE, Guatemala



Christoph Gempp, Director  
Fundación Fray Domingo de  
Vico  
Barrio San Pedro, Cahabón,  
Alta Verapaz, Guatemala

Francisco Mateo Rocael  
Consejo de Pueblos Wuxhtaj,  
Guatemala



Grupo de Apoyo Mutuo  
GAM

Mario Polanco, Director  
Grupo de Apoyo Mutuo,  
Guatemala



OFICINA DE DERECHOS  
HUMANOS DEL ARZOBISPADO  
DE GUATEMALA

Nery Estuardo Rodenas Paredes,  
Director Ejecutivo  
Oficina de Derechos Humanos del  
Arzobispado de Guatemala



Ana González, Directora  
Colectivo Madre Selva,  
Guatemala



Dra. Conchita Reyes,  
Coordinadora General  
Pastoral Social – Cáritas,  
Diócesis de la Verapaz,



ASOCIACIÓN SERVICIOS A PROGRAMAS DE DESARROLLO  
E INVESTIGACIÓN

Licenciado Edgar Ramírez  
Velásquez, Director Ejecutivo  
Asociación Servicios a  
Programas de Desarrollo e  
Investigación, Guatemala



Susana Navarro, Directora  
Equipo de Estudios  
Comunitarios y Acción  
Psicosocial - ECAP, Guatemala



Carmen López de Cáceres,  
Coordinadora General  
Convergencia Ciudadana de  
Mujeres de Guatemala



Ruth Adriana Tánchez Iscajá,  
Directora  
Fundación Tierra Nuestra,  
Guatemala



Monseñor Bernabé de Jesús  
Sagastume Lemus,  
Obispo de la Diócesis de Santa  
Rosa de Lima, Guatemala



Moisés Divas Santos, Director  
Comisión Diocesana de  
Defensa de la Naturaleza,  
Guatemala



Rafael Lima, Presidente de Consejo Comunitario de Desarrollo Aldea San Juan Bosco,



Juan Rodriguez Comité Guardianes de la Naturaleza del Municipio de Casillas, Guatemala



Aleisar Arana Morales Presidente del Parlamento del Pueblo Xinka de Guatemala



Roberto de Jesús Pivaral y Pivaral, Alcalde Municipal Municipio de San Rafael las Flores,



Julián Osorio Organización en Defensa de la Naturaleza Municipio de Nueva Santa Rosa, Guatemala San Rafael las Flores, Guatemala



Llancarlos Dávila, Alcalde Municipal Municipio de Santa Rosa de Lima, Guatemala



Adrian Samayoa Palma, Alcalde Municipal Municipio de Casillas, Guatemala



Doctor Hugo Manfredo Loy Solares, Alcalde Municipal Municipio de Mataquescuintla, Guatemala Guatemala



Wilfredo Méndez, Director Ejecutivo Centro de Investigación y Promoción de los Derechos Humanos, CIPRODEH.



Teresa Lopez Andino, Directora Ejecutiva Fundación Simiente, Honduras



Carlos Guillermo Paz, Director Ejecutivo DIÓCESIS DE SAN PEDRO SULA



Padre Ismael Moreno Sj, Director ERIC - Equipo de Reflexión, Investigación y Comunicación de la Compañía de Jesús en Honduras Honduras Guatemala Guatemala



P. German Calix  
Secretario Ejecutivo

germancalix@caritas.com | 01 2247 2719 Ext. 4982 4025



«La Iglesia esta convocada a ser abogada de la justicia y defensora de los pobres» - Apóstrofa 385

Germán Calix, Secretario Ejecutivo  
Pastoral Social Caritas, Honduras



PASTORAL SOCIAL CARITAS  
DIOCESIS DE CHOLUTECA  
HONDURAS, C.A.

Roberto Danilo Puerto, Director Ejecutivo  
Juan Gabriel Mendoza, Responsable Técnico  
Proyecto "Generando Capacidades en Protección  
Ambiental"  
GECAPRAM - HONDURAS



Acción Colectiva Socioambiental,  
A.C., México  
Dir. Gustavo Lozano Guerrero



Jose Luis Espinoza, Director  
Ejecutivo  
CEHPRODEC, Honduras



Juan Almendares Director Ejecutivo  
Centro de Prevención, Tratamiento y  
Rehabilitación de las Víctimas de la  
Tortura y sus Familiares - CPTRT,  
Honduras



Gustavo Castro Soto, Director  
Otros Mundos, Chiapas, México



Martín Fernandez Guzmán,  
Coordinador Nacional  
Movimiento Amplio Por la  
Dignidad y la Justicia,  
Honduras



Asociación Madre Tierra, Honduras



Red Mexicana de Afectados por  
la Minería, México



Centro de Análisis e Investigación  
Hayddé Pérez Garrido,  
Directora



Esperanza Salazar Zenil,  
Coordinadora General



Humberto Castorena Leos, Director  
IMDEC, México  
Bios Iguana A.C., México



Consejo Tiyat Tlali en Defensa de  
la Vida y Nuestro Territorio,  
Sierra Norte de Puebla, México



José Luis Abarca Montejo, Director  
y Fundador  
Fundación Ambientalista Mariano



Mario Patrón Sánchez, Director  
Centro de Derechos Humanos  
"Miguel Agustín Pro Juárez" AC.,



Artemia Fabre, Directora  
Diálogo y Movimiento, México  
México Abarca (FAMA), México



Alejandra Ancheita, Directora  
Proyecto de Derechos Económicos,  
Sociales y Culturales - ProDESC,



Abel Barrera Hernández, Director  
Centro de Derechos Humanos de  
la Montaña "Tlachinollan", México



Miguel Mijangos  
Procesos Integrales para la  
Autogestión de los Pueblos,  
México



David Imhoff  
Network in Solidarity with  
the People of Guatemala  
(NISGUA)



Olmedo Carrasquilla Aguila,  
Director  
COVEC - Colectivo Voces  
Ecológicas, Panamá



Walter Pereda - Director  
Asociación Marianista de Acción  
Social, Perú



Francisco Soberón Garrido,  
Director  
Asociación Pro Derechos Humanos



Adda Chuecas, Directora  
Centro Amazónico de Antropología  
y Aplicación Práctica - CAAAP, Perú



Wilmar Cosme Calzada, Director Ejecutivo  
Asociación Civil Centro de Cultura Popular Labor, Perú



Acción Solidaria para el Desarrollo  
Ana María Leyva Valera, Directora Cooperación, Perú



Jorge Bracamonto, Secretario Ejecutivo  
Coordinadora Nacional de Derechos Humanos, Perú



Cesar Gamboa, Director Ejecutivo  
Derecho, Ambiente y Recursos Naturales – DAR, Perú



Fundación Ecueménica para el Desarrollo y la Paz  
David Velazco Rondón, Director Ejecutivo  
Fedepaz, Perú



Jaime Cesar Borda Pari, Director Ejecutivo  
Derechos Humanos sin Fronteras, Perú



Cristóbal Yugra Villanueva, Director Ejecutivo  
Derechos Humanos y Medio Ambiente, Perú



Giancarlo Castiglione Guerra,  
Director Ejecutivo  
Forum Solidaridad Perú



*Grufides*  
Dra. Mirtha Esther Vásquez Chuquilín, Directora Ejecutiva  
GRUFIDES, Perú



Roelfien Haak de Sulmont, Directora General



Monseñor José Eduardo Velasquez Tarazona  
Diócesis de Huaraz, Perú  
Instituto de Estudios de las Culturas



Boris Paúl Rodríguez Ferro, Director Ejecutivo



Instituto de  
Defensa Legal

Glatzer Tuesta Altamirano, Director  
General  
Instituto de Defensa Legal - IDL,  
Perú



Walter Powosino Gavilano, Miembro  
de la Junta Directiva  
Pax Christi - Perú



Francisco Muguero Ibarra S.j.,  
Director  
Radio Marañón del Vicariato de



Javier Jahncke, Secretario  
Ejecutivo



Lupo Canterac Troya, Coordinador  
Red R Lupo Canterac Troya,



Asociación Pro Derechos Humanos de España

Jacinto Lara Bonilla, Presidente  
Asociación Pro Derechos Humanos



Nuria Tovar Velázquez, Presidenta  
Iniciativas de Cooperación  
Internacional para el Desarrollo  
(ICID) - España

Ramón Muñoz Castro, Director  
International Network of Human Rights  
(RIDH), Suiza



Carroll Muffett  
Center for International  
Environmental Law, USA



Katya Salazar, Directora  
Due Process of Law Foundation, USA



Omar Flores, Equipo Facilitador  
Equipo Regional de Monitoreo y  
Análisis  
de Derechos Humanos en  
Centroamérica



Omar Serrano, Vice Rector  
Universidad  
Centroamericana José  
Simeón Cañas,  
Centroamérica



Movimiento Mesoamericano  
contra el Modelo Extractivo  
Minero - M4



Anabella Sibrián, Representante  
en Centroamérica  
Plataforma internacional contra  
la Impunidad



Dário Bossi, Coordinador  
Red "Iglesias y Minería",  
América Latina



César Padilla, Coordinador  
OCMAL - Observatorio de  
Conflictos Mineros en América  
Latina



Amanda Romero, Representante  
para Suramérica  
Centro de Información sobre  
Empresas y Derechos Humanos



Greet Vanaerschoot, Secretary  
General  
Pax Christi International



Peace Brigades International -  
pbi



NGO Mining Working Group



Scott Wright, Director  
Columban Center for Advocacy  
and Outreach



Robert Minsel and Helen  
Saldanha, Executive Directors  
VIVAT International



Elsa Muttathu, Representative at  
the UN  
International Presentation  
Association



Mirek Lesiecki, Representative at  
the UN  
Passionists International



Teresa Kotturan, Representative  
at the UN  
Sisters of Charity Federation



Celine Paramunda,  
Representative at the UN  
Society of Catholic Medical  
Missionaries



Gitanjali Justine Senapati, CSJ,  
Main Representative at the UN  
Congregations of St. Joseph



Dominican  
Leadership  
Conference  
Margaret Mayce,  
Representative at the UN  
Dominican Leadership  
Conference



Michele Morek, Director  
UNANIMA International



Ces Martin, Representative  
Notre Dame de Sion New York,  
USA



Kelsey Alford-Jones, Executive Director  
Guatemala Human Rights Commission, USA



Margaret Satterthwaite, Director  
Global Justice Clinic, NYC, USA



The Democracy Center,  
Cochabamba, Bolivia & San Francisco, California, USA



Sor.Rattanamane Polkla,  
Coordinator  
Community Resource Centre (CRC)



Renzo Alexander García Parra  
Comité Ambiental en Defensa de la Vida



Amanda Lyons, Americas Program Coordinator  
Franciscans International



John Cavanagh - Global Economy Project  
Institute for Policy Studies



Human Rights Research and Education Centre of the University of Ottawa, Canada  
John Packer, Director



Provincia Nuestra Señora de Guadalupe,  
Centroamérica, Panamá y Fundación de la Santa Cruz, Haití.  
Fr. Víctor Hugo Pacheco Soch  
Coordinador Comisión JPIC, OFM

Astrid Puentes  
Interamerican Association for Environmental Defense  
Asociación Interamericana para la Defensa del Ambiente



SECTOR SOCIAL - CONFERENCIA DE PROVINCIALES JESUITAS DE AMÉRICA LATINA - CPAL"  
ROBERTO JARAMILLO BERNAL, S.J. Delegado del Sector Social – CPAL

Comisión de Justicia, Paz e Integridad de la Creación (JPIC) Honduras , Ludivina Hernández



Malte Reshoeft, Director América Latina Misereor





ENTRECULTURAS, España.

Javier Mencos, enlace para Honduras, Panama y Cuba



Red de Entidades para el Desarrollo Solidario, "REDES", integrada por 54 Ongs de Desarrollo españolas.



RENACAMIH (red nacional de comunidades afectadas por la minería en Honduras)

Xiomara Gaitan



Centro de de Derechos de Mujeres en Honduras Msc. Gilda Rivaera



Fraternidad Misionera del Sagrado Corazón, España.

J.Mª Alvarez, msc, Presidente de FRATERNIDAD MISIONERA S.C.



CORPORACION CLARETIANA NORMAN PEREZ BELLO

"Al Servicio de la Vida y la Paz".

Jaime Absalon Leon

COMISION CLARETIANA DE JUSTICIA PAZ E INTEGRIDAD DE LA CREACION COLOMBIA ORIENTAL Y ECUADOR  
Henry Ramirez Soler

Secretaría de Justicia, Paz e Integridad de la Creación de los Misioneros Claretianos de Centroamérica.



Instituto de Derecho Ambiental de Honduras (IDAMOH).

Abogada Clarissa Vega



Justicia, Paz e Integridad de la Creación de los Misioneros Claretianos de Honduras . Padre Cesar Espinoza.



Jose Ignacio Garcia Jesuit European Social Centre (JESC)

JPIC FAMILIA FRANCISCANA DE  
HONDURAS y JPIC OFM, EN HONDURAS.

Fray René Flores

Movimiento Ambientalista  
Santabarbarenses . Honduras.

Betty Vasquez Rivera

Consejo de Cuenca de valle de Ángeles,  
Honduras.

Movimiento Ambientalista  
Santabarbarenses . Honduras. Betty  
Vasquez Rivera

JPIC FAMILIA FRANCISCANA DE  
HONDURAS y JPIC OFM, EN HONDURAS.  
Fray René Flores